

Ne cédon pas à la terreur !

Les attentats de Paris —et le terrorisme islamiste dans son ensemble— sont une tragédie qui sidère toute l'humanité.

Confrontés aux élections régionales, les politiciens français tentent de séduire les électeurs de la droite par des paroles et décisions irréfléchies. Les politiciens luxembourgeois les joignent en exprimant des idées populistes qui visent à convaincre un électorat réactionnaire. Certes, la pression de l'opinion publique est forte et les craintes des citoyens doivent être prises au sérieux, mais *Déi Liberal* mettent en garde de ne pas sacrifier notre liberté au nom d'une sécurité précaire.

Déi Liberal sont d'avis qu'il faut d'abord comprendre comment des personnes pourtant bien connues des autorités ont pu circuler librement au travers des frontières extérieures de l'Union européenne avant de décider aveuglement de soutenir l'initiative française de fermer les frontières à l'intérieur de l'espace Schengen. La liberté de circulation est un acquis qui mérite d'être protégé à tout prix. L'ouverture des frontières est d'autant plus importante pour un petit pays comme le Luxembourg. Les effets néfastes de la fermeture des frontières se font sentir vite dans notre pays alors que chaque jour des milliers de frontaliers doivent traverser les frontières pour se rendre sur leurs lieux de travail. Une approche plus réfléchie du gouvernement aurait été souhaitée.

Déi Liberal critiquent l'approche du gouvernement d'instiguer une chasse aux sorcières en lançant un débat sur le port de la burqa dans une opinion publique échauffée. Une interdiction des burqas ne protège pas contre des attentats. *Déi Liberal* soulignent que toute réglementation, nationale ou locale, concernant les tenues vestimentaires nuit à la liberté individuelle. Or, il faudrait permettre aux propriétaires de lieux privés (ex. banques) de refuser des personnes en tenue « déplaisant ».

Une interdiction des cartes de téléphone prépayées ne protège pas contre le terrorisme. Les attentats de Paris ont montré que la surveillance permanente des citoyens n'est pas une garantie contre des attentats. Elle limite de manière injustifiée la sphère privée et la liberté individuelle. Elle est une mesure liberticide réalisée dans le seul but d'espionner les citoyens.

Déi Liberal critiquent la création d'un cadre législatif pour des perquisitions « administratives » sans contrôle des magistrats ou l'incrimination de courants de pensée non définis, tels qu'envisagés par le gouvernement français. Si nous sommes convaincus qu'une plus grande collaboration européenne en matière de lutte contre le terrorisme est de mise, cette coopération, qui doit être en accord avec les droits fondamentaux garantis par la Constitution et la Convention européenne des droits de l'Homme, doit viser à améliorer les contrôles aux frontières extérieures de l'Union européenne et l'échange de données sensibles sur les personnes potentiellement dangereuses. Toute autre approche signifierait une capitulation des sociétés libres devant le terrorisme islamiste.

Il est facile d'abolir les libertés publiques. Il est bien plus difficile de les préserver dans un contexte de peur, voire de terreur. L'histoire nous enseigne cependant qu'il faut agir de manière réfléchie ; tout activisme aveugle s'avérant à long terme être plus dangereux que le terrorisme lui-même. La chamaillerie marquée par le populisme de droite ne renforce pas notre sécurité.

Communiqué par *Déi Liberal*